

Ligue Panafricaine – Umoja
(L.P. – U.)

Doctrines et Projets



Livret formation n°1

Collection LPU

Sommaire

I- Fondement idéologique	5
II- Indépendance, panafricanisme et démocratie.....	7
a) Souveraineté politique, défense militaire et panafricanisme.....	7
b) Démocratie et justice sociale	9
III- Redressement économique.....	11
1) Sortir de la dette	12
2) Reconquérir la souveraineté monétaire.....	13
3) Pour une économie tournée vers les besoins des Africains.	15
IV- Éducation et recherche scientifique.....	17

La Ligue Panafricaine-Umoja est une association, créée en 2012 en France suite à la métamorphose de la Ligue Panafricaine du Congo-Umoja. Elle a pour ambition de fédérer les panafricanistes pour réaliser l'Unité, l'Indépendance, et la Renaissance du Continent africain, pour la mise en place des États-Unis d'Afrique. Conscient de ce que les idéaux panafricains ne peuvent être réalisés hors du champ politique, la LP-U entend investir le débat public en étant force de propositions, sur des thématiques concrètes qui touchent à la vie des Africains. Pour ce faire, la LP-U aspire être au plus près des populations en s'implantant en Sections Territoriales en Afrique et dans la Diaspora. Le présent document expose de manière succincte, la doctrine politique et le projet de société de la LP-U, dans le cadre d'un futur État panafricain.

I- Fondement idéologique

La Ligue Panafricaine-Umoja est une association panafricaniste et afrocentrée. Devant l'échec, plus ou moins retentissant des différents mouvements d'idées venus de l'extérieur du continent, le recours à un courant de pensée autocentré conforme à notre propre paradigme et à notre expérience historique est plus que nécessaire. Le panafricanisme est le seul courant politique authentiquement africain qui a en plus la particularité de recouvrir l'ensemble des domaines sociétaux (politique, économie, culture, philosophie, histoire).

- La LP-U fait sienne toutes les luttes pour l'émancipation et la liberté du peuple africain et de sa diaspora : des résistances contre la traite négrière et l'esclavage, aux luttes contre la colonisation et la néo colonisation, en passant par les mouvements d'émancipation et la conquête pour des droits civiques.

- Héritière des idéaux prônés par Nkrumah, Garvey, Williams, Boganda, etc., la LP-U adhère aux nouvelles perspectives qu'offre le panafricanisme moderne à la lumière des travaux du savant Africain Cheikh Anta Diop, sur les humanités classiques africaines, la conscience historique et les réponses aux questions identitaires.

- La LP-U se revendique d'un nationalisme africain basé sur une identité panafricaine et récuse les micros nationalismes étriqués, le tribalisme, le racisme et la xénophobie.

- Elle s'approprie l'héritage culturel et philosophique de l'Afrique antique, des grands empires et d'autres formes d'organisations politiques (royaumes, chefferies, clans). La LP-U reconnaît l'unité culturelle, psychique du peuple africain, son expérience historique partagée et sa destinée commune, bases sur lesquelles sera construit l'État panafricain.

- La LP-U porte les valeurs d'humanité prônées par la philosophie africaine. De ce fait, elle met l'Être

au centre de ses préoccupations, se soucie de son bien-être et de son intégrité physique et psychique. La LP-U prône la vérité, l'équité, la justice.

II- Indépendance, panafricanisme et démocratie.

a) Souveraineté politique, défense militaire et panafricanisme

Analyse

Si les pays africains ont tous accédé à l'indépendance, il faut reconnaître que ces indépendances n'existent que de nom. L'Afrique post coloniale a vu naître de petits États non viables, isolés, instables désorganisés, faibles souvent dirigés d'une main de fer par des armées tribalisées, propices aux guerres civiles et aux coups d'État et pouvant très facilement être déstabilisés depuis quelques chancelleries occidentales. Bref, le Continent africain est en plein dans le processus de sud américanisation ~~du~~ comme l'avait prédit Cheikh Anta Diop dès 1960. Nos indépendances demeurent un leurre, au regard de l'incapacité de la plupart de nos gouvernements à remplir jusqu'aux fonctions régaliennes des États (défense, diplomatie, sécurité intérieure, politique économique, système monétaire, etc.).

Position

- Au-delà de l'indépendance, la LP-U pense que l'Afrique doit conquérir sa souveraineté politique et enclencher le processus de reprise de l'initiative historique pour faire basculer le Continent sur la voie du progrès. Nos états, dans leur configuration actuelle ne sont structurellement pas à la hauteur d'une telle ambition ; notre survie est inéluctablement dans l'union sous la forme État panafricain.

- La LP-U estime que les pays africains pris individuellement ne peuvent sérieusement pas envisager de progrès dans la paix, la stabilité et la sécurité en dehors d'une intégration politique franche et assumée dans un État panafricain. Ces pays ne peuvent constituer à eux seuls, une force politique de combat et de négociation, à l'heure où les puissances du monde se constituent en grands ensembles économiques, géopolitiques et géostratégiques. Unis, nous sommes plus forts.

- L'État panafricain, dans sa mission première de protection des populations par une armée fédérale, va proscrire les coups d'État et les guerres civiles, car aucun leader ne pourra plus se prévaloir de la capacité à affronter une armée fédérale. Le continent pacifié, les Africains pourront se consacrer à la réalisation de leur bien-être sans craindre de déstabilisation, qu'elle vienne de l'intérieur ou de l'extérieur

b) Démocratie et justice sociale

Analyse

La problématique de la démocratie se pose en Afrique avec acuité. Dans nombre de nos pays, les processus démocratiques s'enlisent. Les Conférences Nationales censées soutenir les efforts de démocratisation des institutions au début des années 90 et promouvoir la liberté politique et les droits du citoyen ont accouché de démocraties purement électoralistes. Les partis politiques souvent dépourvus de fond idéologique sont plus intéressés à batailler pour l'instauration des règles électorales qui leur soient favorables dans le partage du pouvoir entre membres de l'oligarchie bureaucratique militaire ou tribale, quitte à instrumentaliser le fait ethnique ou à prendre le risque de fabriquer des dictatures sorties des urnes, pourvu qu'ils y trouvent leur compte.

- La LP-U plaide pour une culture démocratique qui favorise le débat d'idées et la confrontation idéologique loin des basses préoccupations électoralistes et de la manipulation ethnique.

- Il ne peut y avoir de démocratie sans participation active des citoyens ; la LP-U appelle à l'émancipation politique de l'individu, à l'éducation sur ses droits fondamentaux, à l'information du citoyen sur les véritables enjeux socio-économiques de son temps et au dépassement du carcan tribal, pour lui permettre

d'user de son droit de vote à bon escient et de choisir ses dirigeants de manière conséquente.

- La démocratie doit se manifester en permanence, au sein de nos États. Elle ne doit pas se rappeler au souvenir des citoyens uniquement aux veilles des rendez-vous électoraux. Aussi, la LP-U entend relayer et accompagner, dans ces prises de position les revendications et les luttes sociales des populations partout sur le continent africain.



Kwame Nkrumah

III- Redressement économique

Analyse

Même en faisant preuve d'orthodoxie financière, les économies africaines sous leur forme actuelle sont inadéquates au progrès. En effet, la grande majorité des pays africains pourvoit le marché extérieur en matières premières, en fonction des besoins économiques de l'occident, tout en important la plupart des produits de consommations courantes. Ces économies de rente héritées de la colonisation nous rendent structurellement dépendants de l'extérieur sans compter qu'elles ne sont pas créatrices de richesse, sur notre continent.

D'autre part, après les indépendances nominales, les pays africains ont appliqué un à un et servilement les modèles de développement conçus à l'extérieur, souvent sans rapport avec les besoins vitaux des populations et les impératifs socio-économiques. L'une des conséquences immédiatement perceptible de cette orientation politique, est l'endettement endémique de ces États, alors que les programmes de développement censés avoir été financés par ces emprunts ne donnent aucune satisfaction sur le terrain. À ce goulot d'étranglement s'ajoutent les politiques d'ajustements structurels dictées par les organisations de Breton Woods (FMI et Banque mondiale) qui venant au secours des créanciers imposent des restrictions budgétaires dans des domaines clés comme la santé, l'éducation, le financement en infrastructures de base, etc.

L'aspect monétaire n'est pas épargné. Les pays de la zone franc sont tenus de verser 50 % au moins de leurs avoirs extérieurs auprès du Trésor français conformément au fonctionnement des comptes d'opérations.

Position

L'Afrique doit repenser et restructurer son économie. Elle doit conquérir sa souveraineté économique en s'affranchissant des diktats extérieurs nuisibles à son progrès.

1) Sortir de la dette

- La LP-U pense qu'il faut sortir du cercle vicieux de l'endettement chronique ; l'abandon de la dette nous délivrera des contraintes économiques imposées par le FMI et la Banque mondiale.

- Un audit de la dette doit être réalisé dans chacun de nos pays. Cet audit consistera en une enquête visant à analyser chaque emprunt, à déterminer dans quelles circonstances il a été contracté, comment les fonds ont été utilisés, quels ont été les résultats obtenus et qui en a profité.

- Les dettes odieuses : celles contractées par des régimes dictatoriaux, celles dont les sommes reçues n'ont pas été utilisées dans l'intérêt des populations, celles contractées alors que le pays étaient en situation de

perte de souveraineté politique (diktats des institutions financières internationales, mises sous tutelle, etc.), celles pour lesquelles 1 dollar dû en 1980 a déjà été remboursé 4 fois et doit l'être encore 2,5 fois, seront purement et simplement dénoncées en utilisant les instruments reconnus par le droit international ; instruments auxquels ont déjà eu recours certains pays d'Amérique latine avec succès.

- Une fois ses finances prises en main, l'Afrique devra à l'avenir renoncer aux emprunts abusifs et à « l'aide au développement » souvent assortis de mesures sournoises et contraignantes. Elle doit trouver des stratégies alternatives et endogènes pour le financement de son économie.

2) Reconquérir la souveraineté monétaire

- La monnaie est un attribut de souveraineté. Nous ne pouvons espérer d'impulsion économique tant que notre monnaie sera sous la tutelle de la France. La LP-U pense que les pays africains de la zone franc doivent non seulement en sortir, mais surtout aller vers une Monnaie Unique Africaine (MUA).

- La sortie de la zone Franc devrait permettre aux États d'économiser sur les avoirs qui sont cédés au trésor français pour soutenir le franc CFA. Les sommes colossales ainsi dégagées pourront être allouées à des

investissements dans le domaine de la santé ou de l'éducation, fourniture en eau potable, etc.

- Une monnaie unique africaine permettra aux Africains d'avoir, en toute souveraineté, leur banque centrale qui pourra fixer un taux directeur favorable à l'octroi des crédits pour l'investissement privé. L'Afrique aura ainsi un système bancaire propre, tourné vers l'investissement créateur d'emplois et de richesse, en lieu et place des banques de dépôt qui existent actuellement sur le continent et qui ne contribuent pas au financement de nos économies, avec des crédits trop rarement octroyés.

- Une monnaie unique africaine va nécessairement accroître les échanges interafricains et favoriser l'emploi dans la mesure où, les risques de pertes de change liés aux opérations de conversions entre monnaies seront abolis.

- Une monnaie unique africaine permettra aux États de se prémunir contre les phénomènes d'inflation et les dévaluations anarchiques que connaissent de nombreuses monnaies nationales.

Nous avons énuméré ici quelques avantages liés à la sortie de la zone franc et la création d'une Monnaie Unique Africaine. Le sujet est vaste et ne peut être traité en quelques lignes. Pour en savoir plus, nous recommandons l'ouvrage du Professeur Nicolas Agbohoun

intitulé « Le Franc CFA et l’Euro contre l’Afrique », publié aux éditions Solidarité Mondiale ainsi que celui du professeur Joseph Tchundjang Pouemi intitulé « *Monnaie, servitude et liberté* ».

3) Pour une économie tournée vers les besoins des Africains.

Une fois la souveraineté économique conquise, les économies des pays africains doivent adopter des stratégies économiques tournées vers la satisfaction des besoins intérieurs.

- La LP-U estime qu’il faut conquérir et organiser le marché intérieur africain qui compte tout de même plus d’un milliard d’individus, par des politiques ambitieuses d’intégration, par des mesures d’harmonisation fiscale, etc. La mise en place d’une monnaie unique africaine évoquée plus haut participe aussi à cette ambition.

- Les États africains doivent s’atteler à la construction de routes, autoroutes et autres moyens de transport nationaux et interrégionaux pour faciliter la circulation des biens et des personnes d’une région à une autre sur le continent.

- Notre agriculture doit davantage être tournée vers les cultures vivrières pour réduire les importations en denrées alimentaires. L’agriculture doit être mécanisée

et modernisée. L'Afrique doit parvenir à son autosuffisance alimentaire. Le Congo avec ses étendues de terres arables et son climat favorable peut avec une politique orientée dans ce sens, nourrir sa propre population, mais aussi celle des pays frères, tout en dégagant suffisamment d'excédents pour initier une industrie agroalimentaire.

- Il faut impérativement industrialiser le continent africain. L'Afrique regorge de matières premières qui doivent être transformées sur place. L'Afrique centrale avec son fort potentiel hydroélectrique pourra fournir l'énergie nécessaire à cette entreprise. L'énergie solaire est aussi une bonne alternative.

Toutes ces mesures ne peuvent être mises en place que dans le cadre d'un État panafricain qui est plus que jamais un impératif.



Cheikh Anta Diop

IV- Éducation et recherche scientifique

Analyse

Dans la plupart des pays africains, l'éducation n'est toujours pas accessible à tous. Par ailleurs, l'orientation générale et le contenu de l'enseignement ne permettent ni de former des diplômés adaptés au marché africain du travail, ni de fournir les armes intellectuelles et culturelles susceptibles d'aider à la construction psychologique du citoyen africain fier et digne, conscient de son rôle dans la société et capable de faire face aux défis de son temps.

S'agissant de la recherche scientifique, si on trouve des centres et instituts de recherche ici ou là, il n'existe à proprement parler pas de politique de recherche régionale ou même nationale. La recherche africaine ne participe donc ni à l'innovation, ni à la création de richesse et d'emploi.

Positions

- L'éducation est un enjeu décisif à la survie de nos États, la LP-U pense que davantage d'attention doit être accordée à l'enseignement public notamment en augmentant les budgets qui lui sont alloués et en les orientant à bon escient.

- L'état des écoles est scandaleux, il faut moderniser nos écoles et en construire partout où ils en manquent surtout en zone rurale et périurbaine.

- Des politiques de lutttes contre l'échec scolaire doivent être mises en place en désengorgeant les classes pléthoriques, en augmentent l'effectif des enseignants, en revalorisant la profession enseignante et en accordant plus de moyens didactiques à nos écoles.

- Le contenu des programmes scolaires doit être repensé avec le souci permanent de veiller à la restauration de la mémoire historique et de l'édification d'une conscience identitaire africaine en introduisant l'enseignement des humanités classiques africaines.

- L'enseignement des langues africaines doit être introduit à la fois au titre de langues vivantes obligatoires et de langues d'enseignement selon les réalités locales.

- La recherche scientifique africaine doit s'émanciper de la tutelle occidentale, se moderniser et se tourner vers des thématiques liées aux problématiques majeures rencontrées en Afrique (maladie tropicale, drépanocytose, désertification, prospection et transformation des matières premières, etc.) tout en ne se désintéressant pas du monde qui nous entoure.

- Pour plus de performance, cohérence et d'efficacité, la LP-U propose la création de pôles compétitifs de recherche régionaux ou sous régionaux en fonction leurs atouts naturels et des besoins économiques. À ces pôles seront accolés des instituts spécialisés et des établissements d'enseignement supérieur d'excellence.

Ligue Panafricaine - Umoja
Avril 2012

Doctrine et Projet



Umoja ni Nguvu - L'Union fait la force

Ligue Panafricaine - UMOJA

(L.P.-U)

"UMOJA NI NGUVU"

L'Union fait la Force

Unity is Strength